

COMITE TECHNIQUE

COMPTE-RENDU

UR Hlm en Nouvelle-Aquitaine Délégation de Poitiers

Mardi 14 juin 2022 (visio conférence TEAMS)

Ordre du jour

1. Actualités
 - Accueil des ménages ukrainiens
 - Crise des matériaux et relations aux entreprises
 - Hausse du prix du gaz
2. Retour Bureau de l'UR Hlm du 31 mai
 - Retour sur le séminaire projet stratégique
 - Point négociations FEDER
 - Démarche collective enquête de satisfaction
 - Cotisations
3. Politiques locales de l'Habitat : point sur les dossiers en cours
4. Agenda
5. Questions diverses

I – Actualités

1) Accueil des ménages ukrainiens

Depuis le début du conflit, le parc social est resté peu mobilisé pour l'accueil des ménages « déplacés » arrivés d'Ukraine, majoritairement des femmes et des enfants.

Plusieurs circulaires ont été adressées par l'USH depuis le mois de mars, invitant les organismes à mobiliser le dispositif de l'IML, en partenariat avec les associations disposant de cet agrément. Les éléments juridiques sont désormais stabilisés notamment la possibilité de bénéficier de l'APL (enfants compris).

Des courriels ont été adressés aux organismes de la part de la direction régionale de l'UR Hlm afin de recenser l'offre mobilisée et/ou mobilisable et d'assurer un suivi de l'accueil organisé au sein du parc social. Des réunions hebdomadaires se déroulent entre le SGAR et l'UR Hlm dans le cadre de ce suivi.

Compte-tenu de la durée du conflit, il est probable que la phase 3 du dispositif d'accueil (possibilité d'accéder au logement avec bail direct) soit enclenchée dans les prochains mois.

Les organismes soulignent que dans l'ensemble la mise à disposition des logements en IML a bien fonctionné même si plusieurs précisent avoir remis certains patrimoines sur le marché faute de proposition de candidats de la part de l'Etat et/ou des associations.

Les bailleurs estiment que certains réfugiés ukrainiens pourront prochainement passer par le droit commun, car ils sont insérés dans le territoire. Il restera toutefois à clarifier leur possibilité de justifier de leurs ressources et avis fiscal.

2) Crise des matériaux et relations aux entreprises

A la suite de la crise sanitaire, et encore plus depuis l'invasion de l'Ukraine, tous les secteurs font face à une pression inédite sur les prix et les approvisionnements en matériaux et ce au niveau mondial.

En Nouvelle-Aquitaine comme ailleurs, les organismes sont confrontés à des ouvertures de plis incompatibles avec les équilibres d'opération et des demandes de révisions de prix par les entreprises, parfois en cours de chantier, et même dans le cadre de marchés conclus à prix fermes.

Cela entraîne des reports de débuts de travaux et des retards de livraison. La promotion privée n'étant pas épargnée, les opérations en VEFA sont également concernées.

La fédération du bâtiment est particulièrement offensive sur le sujet, avec la mobilisation des fédérations locales auprès des préfets de départements.

En Charente-Maritime, une réunion sur le sujet en présence des principales têtes de réseaux s'est tenue le 6 avril dernier à La Rochelle, en présence de l'UR Hlm NA.

La préfète de la Charente a quant à elle écrit directement aux organismes pour leur demander d'inclure de manière généralisée une clause de révision des prix.

Pour mémoire la position du Mouvement (national comme régional) est la suivante :

- Une prise en considération des difficultés des entreprises,
- Des accords de gré à gré selon les situations, concernant la révision des prix,
- MAIS pas d'obligation légale en la matière pour les organismes Hlm (source USH, à l'appui de la note réalisée par le cabinet SEBAN).

Pour plus d'information (ressources pour les adhérents de l'UR Hlm NA) :

https://www.dropbox.com/sh/s7psmydhknknox/AACJoD55oXWO4Dq149VOM8pja/01-Notes%20juridiques%20USH?dl=0&subfolder_nav_tracking=1

Les bailleurs font part de l'ouverture des appels d'offre et des difficultés rencontrées sur certains postes de gros œuvre pouvant aller jusqu'à plus 70% par rapport aux estimations.

Au-delà de la possibilité pour les organismes de faire face à ces surcoûts, pouvant entraîner des retards voire la mise à l'arrêt de certaines opérations, la question renvoie également aux coûts de sortie des opérations, de plus en plus déconnectées des possibilités des demandeurs.

Certaines opérations en PSLA ont été mises en location/accession à prix coutant, faute de ne pas trouver d'accédant. D'aucun craignent une mise à l'arrêt temporaire de l'activité d'accession compte-tenu de ces conditions de production.

Document de travail – Diffusion limitée aux adhérents de l'UR Hlm NA

Les participants soulignent également la perspective de hausse du livret A annoncée en août qui va encore renchérir le coût des opérations et impacter la dette des organismes. Ils précisent que l'objectif affiché d'une production de 125000 logements par an ne sera pas tenable dans ces conditions et que cela va obliger le gouvernement à faire des choix en matière de politique du logement.

3) Hausse du prix du gaz

Les prix de gros du gaz naturel ont connu une envolée historique le dernier trimestre 2021. Cette crise s'est aggravée avec la guerre en Ukraine, cette dernière ayant des impacts sans précédent sur les coûts de l'énergie.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a mis en œuvre par décret un dispositif de limitation réglementaire de l'augmentation des tarifs réglementés du gaz appelé « bouclier tarifaire ». Celui-ci prévoit que le niveau des tarifs réglementés de vente de gaz seront fixés jusqu'au 30 juin au niveau en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2021.

Cette mesure bien qu'utile, n'exonère pas les organismes de procéder à d'importantes régularisations de charges, parfois difficiles à accepter et/ou à absorber pour les locataires.

Pour mémoire, le texte (art 23 de la loi du 6 juillet 89) : les charges locatives peuvent donner lieu au versement de provisions et doivent en ce cas, faire l'objet d'une régularisation annuelle. Les demandes de provisions sont justifiées par la communication de résultats antérieurs arrêtés lors de la précédente régularisation et lorsque l'immeuble est soumis au statut de la copropriété ou lorsque le bailleur est une personne morale, par le budget prévisionnel.

Règle générale : les provisions sont appelées en fonctions des dépenses réelles de l'année précédente. Lors de la prochaine régularisation de charges, le bailleur peut accorder des délais de paiement pour lisser la régularisation (12, 24 ou même 36 mois, pas de délai mini ou maxi dans les textes).

Les participants partagent leurs inquiétudes concernant les hausses des prix de l'énergie. Les fournisseurs annoncent un retour à la normal d'ici deux ans au moins, mais certains bailleurs vont devoir relancer leurs marchés dans les prochains mois.

La communication auprès des locataires n'est pas toujours aisée, le bailleur étant finalement un intermédiaire entre le fournisseur et le locataire. Si les associatives représentatives se sont montrées assez à l'écoute notamment concernant la modification des acomptes de charges, beaucoup sont en demande d'éléments prévisionnels que les bailleurs ne sont pas en mesure de leur fournir à ce jour.

II - Retour Bureau de l'UR Hlm du 31 mai

1) Projet stratégique

Le séminaire de travail du 16 mai 2022 a réuni 22 organismes, avec une bonne représentativité géographique, en présence du cabinet CELLANCE. La première étape consistait à revenir sur les éléments du diagnostic, dont les résultats n'ont pas été remis en cause par les adhérents.

[...]

En synthèse, le diagnostic met en avant que, globalement, les adhérents et partenaires interrogés sont satisfaits des missions proposées et menées par l'URHLM.

- ⇒ L'URHLM est un acteur reconnu et apprécié sur le territoire :
 - Pour sa connaissance fine des enjeux du secteur et des territoires
 - Pour sa mise en relation avec les partenaires locaux
 - Pour permettre aux organismes d'échanger via des instances de travail
- ⇒ L'URHLM est dotée d'une équipe réactive, disponible et experte de leurs sujets.

L'intérêt de l'URHLM n'est pas remis en cause. Les adhérents souhaitent que l'URHLM reste en capacité de promouvoir le secteur, d'être un lieu d'échange et d'innovation ; défendre des intérêts communs.

Des points d'attentions ont également été soulignés par les adhérents :

- ⇒ Il paraît important d'établir une parole commune en amont des échanges avec les collectivités.
- ⇒ Concernant la production de ressources : la volonté d'avoir des retours plus réguliers, et au fil de l'eau sur les données/enquêtes consolidées.
- ⇒ La volonté de partager davantage les expériences, bonnes pratiques des organismes au sein des instances,
- ⇒ La sensation d'une perte de service rendu quant à l'animation de réseaux métiers à l'échelle locale avec moins de rencontres en présentiel pour échanger entre organismes,
- ⇒ La volonté d'avoir des retours d'expériences d'autres secteurs, au-delà du logement social.

Si le projet stratégique n'a pas vocation à bouleverser les moyens mis à disposition, ni remettre en question le périmètre d'activité de l'URHLM, les enjeux suivants sont questionnés :

- ⇒ La notion de collectif : comment redynamiser un collectif pour qu'il soit « plus fort », « plus solidaire ».
- ⇒ L'articulation des échelles d'intervention :
 - A quelle échelle définir une parole commune ? Et comment à l'échelle globale défendre les intérêts de chaque territoire ?
 - Au niveau des services et activités : qu'est-ce qui relève du régional et du local ? Quels sont nos besoins à l'échelle locale ?

[...]

Afin d'approfondir ces enjeux, les participants au séminaire ont ainsi analysé et fait des propositions concernant :

- ⇒ La représentation du mouvement HLM et de l'intérêt collectif des organismes
- ⇒ La communication et la valorisation des actions des OLS
- ⇒ L'animation de réseaux métiers entre organisations et l'appui professionnel
- ⇒ Le Développement des mutualisations entre bailleurs

Les niveaux de représentation (régional / local) ont particulièrement animé les débats. A la suite de ce travail, des ateliers internes à l'UR Hlm sont prévus le 14 juin afin de prioriser les enjeux et définir la feuille de route.

Les premiers éléments de la feuille de route seront ensuite partagés lors des prochaines instances.

Les bailleurs ayant participé au séminaire font état d'une démarche intéressante et d'une journée riche d'échanges entre bailleurs des différents territoires. Ils disent avoir pris conscience de certaines différences d'approches au sein des anciennes AR et de la nécessité de refonder un projet mieux coordonné, avec la contribution active des différents adhérents.

2) Négociations FEDER

Pour rappel, le positionnement initial de la commission européenne consistait à assimiler les bailleurs sociaux à des grandes entreprises, ne permettant ainsi plus de bénéficier d'aides financières directes mais devant souscrire des instruments financiers, pour accéder aux fonds européens. L'issue de ces discussions s'est tout récemment avérée favorable, permettant aux services de la Région et à l'UR Hlm d'échanger autour d'un projet d'Appel à Manifestation d'Intérêt.

Dans le cadre de la concertation et des négociations en cours sur les fonds structurels européens et plus particulièrement concernant le FEDER pour la période 2021-2027. La Région a souhaité partager des propositions d'interventions dans le cadre de l'Objectif Stratégique 2 – Mesure 1 « Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique ».

Les propositions visent l'atteinte d'un objectif de mobilisation des fonds structurels pour la réhabilitation de 7 500 logements sociaux selon les priorités suivantes :

- Eradiquer les passoires énergétiques F, G
- Accompagner un saut énergétique de deux étiquettes à minima, indépendamment de la performance énergétique de départ du patrimoine
- Tendre, lorsque cela est possible, vers le niveau de performance BBC-rénovation après travaux
- Accompagner les organismes Hlm dans la requalification performante du parc électrique, en recourant à un mécanisme de bonification en direction du patrimoine pour lequel sont identifiés des surcoûts (parc individuel électrique principalement).

Le 18 mai 2022 s'est tenu un comité technique des financeurs auquel a participé l'UR Hlm et les dernières propositions formulées par la Région, autorité de gestion des fonds européens, sont les suivantes :

7 500 logements sociaux fléchés, enveloppe de 30 M€. Le document de mise en œuvre (DOMO) du programme opérationnel est en cours d'élaboration, avant la publication d'un appel à manifestation d'intérêt.

Avancé des réflexions Critères d'éligibilité

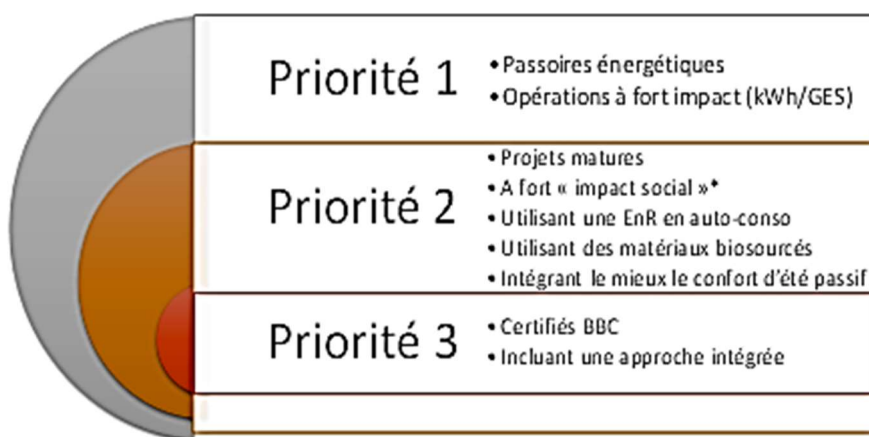
Performance Énergétique	Bas Carbone	Adaptation au changement climatique	Volet Social
<ul style="list-style-type: none"> • $U_{bât} \leq U_{bât\ base}$ • $Cep \leq 80$ kWhep/m².an si Cep avant travaux entre 151 et 280 ou • $Cep \leq 150$ kWhep/m².an si Cep avant travaux > 281 	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des émissions de GES • Fioul inéligible • Si chauffage électrique : amélioration de son rendement 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration d'actions pour le confort d'été passif • Prise en compte de la ventilation / qualité de l'air 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des locataires • Impact des travaux envisagés sur le couple « Loyer + charges »

/!\ Projet de 20 logements minimum

Avancé des réflexions – Projet AMI

Modalités de sélection

Étape 2 : Notation des projets suivant les critères de sélection



* Proportion PLAI ou localisés en quartier Politique de la Ville (80) / Petite Ville de Demain (200) / Revitalisation Centre Ville ou Centre bourg (36) / Action Cœur de Ville (22)

Sur la base de ces propositions le Bureau de l'UR Hlm a arrêté les positions suivantes :

- Restreindre le saut minimum de 2 étiquettes aux opérations les plus énergivores (E, F, G),
- Pour les autres cas (parc en D) retenir la possibilité de ne sauter qu'une étiquette,
- Concernant l'appréciation de l'impact sur la quittance globale, le Bureau invite à la prudence et propose de rester sur une analyse des coûts évités pour les locataires si le logement n'avait pas été réhabilité (source audit énergétique), plutôt que les économies réellement générées après travaux,
- Sur la territorialisation des objectifs, le Bureau propose une approche tenant compte de la proportion du parc par territoire (département ?) sans être trop rigide et ne souhaite pas retenir une sectorisation de type PLAI, politique de la ville, ou petites villes de demain...

En parallèle des négociations engagées avec le service énergie de la Région autour du FEDER, le Président ROUSSET a souhaité rencontrer des représentants des bailleurs sociaux, afin d'évoquer la question du logement et notamment du logement étudiant en Nouvelle-Aquitaine.

Cette rencontre, qui se voulait informelle s'est déroulée le 30 mai. Elle a permis aux organismes et à l'UR Hlm de faire passer des messages concernant la situation de la production de logement social, et la complexité des règlements d'interventions de la collectivité, finalement peu mobilisés par les organismes. Ont pu être évoqués aussi bien la maîtrise complexe du foncier, le renchérissement des opérations, le logement de publics spécifiques, le pilotage de la politique du logement, ou encore les délais qui s'allongent entre l'agrément et la livraison.

A l'issue de cette rencontre, nous nous sommes mis d'accord sur la coréalisation d'un memorandum dont l'objet est la mise en avant des problématiques du logement social, mais également le partage de bonnes

pratiques et de propositions d'évolutions facilitatrices. Les objectifs calendaires sont une publication dès après les Législatives.

Ce mémorandum est le prolongement du Livre Blanc coréalisé avec la Banque des Territoires à l'automne dernier, et annonce la production d'un vade-mecum à destination des élus, présentant le panorama des capacités d'interventions des organismes.

3) Démarche collective enquête de satisfaction

Au mois de mars dernier, l'UR Hlm Nouvelle Aquitaine a lancé un sondage auprès de tous les bailleurs sociaux de la région, (excepté les SACICAP et les COOP qui ne gèrent pas du patrimoine locatif). Dans l'objectif de préparer la prochaine enquête triennale de satisfaction (2021-2023).

Dans le cadre de ce sondage, 22 organismes ont affiché leur volonté d'intégrer la démarche collective d'enquête. Il s'agirait comme lors des vagues précédentes, d'organiser une consultation mutualisée pour les organismes volontaires présents en Nouvelle Aquitaine.

Cette démarche présente pour les différents organismes de la région deux intérêts : d'une part, elle permet de disposer grâce à des économies d'échelle, de prix plus compétitifs par rapport au prix qu'un organisme obtiendrait s'il lançait seul sa consultation, et d'autre part elle facilite le benchmark entre bailleurs et la consolidation des résultats à l'échelle des territoires.

A la différence des vagues précédentes, l'UR Hlm Nouvelle Aquitaine, ne peut plus désormais être le coordonnateur du marché. La direction juridique de l'USH recommande en effet aux bailleurs regroupés de désigner parmi eux un coordonnateur du groupement de commande.

Le contrat pourra prendre la forme d'un accord-cadre à bons de commande. Chaque membre du groupement assure l'établissement de ses bons de commandes, établis sur la base du BPU et de l'accord cadre et le paiement des prestations induites directement au prestataire retenu.

Dans ce cadre, l'UR Hlm assurera le rôle d'AMO :

- Se chargera de rédiger et d'organiser la signature de la convention de groupement de commande entre les organismes volontaires et l'organisme porteur du marché,
- Réalisera le DCE,
- Assurera le suivi de la réalisation de la mission.

Le 13 avril dernier, les résultats du sondage ont été présentés aux membres du Conseil d'Administration afin de valider le lancement de la démarche. Le CA a émis le souhait de creuser la possibilité de lancement d'un AMI passé par l'UR pour le compte des organismes HLM de la Nouvelle Aquitaine, en lieu et place du groupement de commande précédemment évoqué.

Les recherches menées en lien avec le service juridique de l'USH démontrent que les conditions fixées par les textes pour utiliser ce mode de consultation ne sont pas remplies dans le cas du dossier qui nous préoccupe. De ce fait, le risque de requalification de l'AMI en marché public apparaît très important.

A noter que le marché commun des enquêtes de satisfaction passé en 2019 pour 23 organismes présents en ex Aquitaine et en ex Poitou-Charentes, représentant 184 835 logements, s'élevait au total à 213 695 € HT.

Document de travail – Diffusion limitée aux adhérents de l'UR Hlm NA

Les membres du Bureau ont échangé sur l'opportunité d'une démarche collective, alors qu'une simple consolidation des résultats est possible sur la base du tronc commun national de questions. Les avis n'étant pas homogènes il est envisagé la démarche suivante :

- L'UR Hlm ne portera pas le marché mais réalisera un sourcing sur le sujet,
- Une recherche de convergence sera organisée concernant le questionnaire, dans l'objectif de disposer d'un tronc commun régional,
- Les organismes qui souhaitent se mutualiser dans la commande, pourront le faire avec l'appui technique des équipes de l'UR, étant entendu que le marché devra être porté par l'un d'entre eux.

La prochaine réunion régionale à l'attention des équipes des organismes est prévue le vendredi 24 juin matin, en visio conférence.

4) Cotisations

Suite à la fusion des trois associations régionales et sur la décision de l'Assemblée Générale de l'URHlm de fin 2019, le gel des cotisations a été voté pour une durée de deux ans (exercices budgétaires 2020 et 2021) dans l'attente de la refonte du projet associatif de l'entité fusionnée.

Aussi, le plan d'actions 2021 de l'URHlm prévoyait la mise en place un groupe de travail cotisations, dont les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Apporter une harmonisation, avec un barème équitable et lisible pour tous,
- Pérenniser les ressources de l'association en permettant une stabilisation, voire l'adaptation à une évolution du patrimoine (et non à l'évolution des organismes de logement social) dans un contexte de baisse des moyens financiers issus du niveau national (DAR).

Un appel aux volontaires a été organisé le 3 novembre 2021 afin de composer avec la Présidente Muriel Boulmier et le Trésorier Stéphane Tronel, un groupe de travail chargé de conduire les premières réflexions sur le sujet. Les membres du Conseil d'Administration ayant manifesté leur intérêt à participer à ce groupe de travail sont Elodie Amblard, DG de Noalis, Jean-Luc Gorce, DG d'Aquitais, Cyrille Kervran, DG de Saint-Junien Habitat et Emmanuel Picard, DG de Mésolia.

Les membres du groupe ont validé le principe suivant : partir d'hypothèses de travail permettant en tous les cas de maintenir a minima l'enveloppe globale des cotisations, s'élevant aujourd'hui à 676 923 € et représentant près de 60% des recettes de l'association. Partant de ce principe, et prenant appui sur le référentiel fédéral, les membres du groupe ont arrêté des propositions tenant compte du contexte de la Nouvelle-Aquitaine.

Les propositions retenues par le groupe de travail évoquées en CA le 4 février 2022, sont les suivantes :

- Une part forfaitaire fixe pour l'ensemble des organismes avec une proposition de 2 000 €,
- Une part variable en €/logement pour tous les adhérents détenant du parc locatif (OPH, ESH, SEM, COOP), assise sur le patrimoine géré à hauteur de 1,78€ par logement environ, la cotisation moyenne étant de 2 €/logement actuellement.
- Les cotisations des familles non locatives comme Procivis et les coopératives restent dans le cadre précédent.

Le Bureau a approuvé cette proposition de révision des cotisations. Les cotisations révisées seront soumises au vote lors de l'Assemblée Générale du 29 juin 2022.

III - Actualité des politiques locales de l'habitat (en bref)

L'UR Hlm, par l'intermédiaire de l'équipe opérationnelle de la délégation de Poitiers, est actuellement associée aux **travaux de plusieurs politiques locales** ainsi qu'aux instances dédiées.

Charente :

- La CIL du Grand Angoulême s'est tenue le 2 juin. Des apports et données de cadrage sont attendues de la part de l'UR dans la perspective de la CIL de 2022
- A venir : ateliers de travail sur le PPGDID (volet cotation de la demande notamment).

Charente-Maritime :

- Négociation de la nouvelle convention de réservation préfectorale (intégration des dispositions de la loi ELAN sur la gestion en flux notamment)
- Préparation d'une contribution des Hlm aux travaux conduits par la CA Royan Atlantique dans le cadre de la réforme des attributions (CIA, PPGDID)
- Travaux d'évaluation et d'élaboration du nouveau PDALHPD
- Réactualisation de la convention de partenariat avec la CC de l'Ile d'Oléron, réunion prévue le 16 juin
- Participation aux travaux de préfiguration du PPGDID de l'agglomération de La Rochelle
- Réunion sur l'évolution du règlement de financement du PLH de Rochefort le 29 juin

Deux-Sèvres :

- Participation aux instances et travaux de la CA du Niortais : PLH, Commission de coordination de la CIA, mise en œuvre opérationnelle du PPGDID (en partenariat avec l'AFIPADE).
- Echanges sur les modalités opérationnelles de gestion du contingent préfectoral (DDETSPP)

Vienne :

- Participation aux travaux relatifs au passage à la gestion en flux lancés par la DDETS (intégrant la question du contingent préfectoral)
- Relance du partenariat avec le CH Henri Laborit sur la santé mentale
- Relance de la convention de partenariat avec les forces de l'ordre et le parquet
- Grand Poitiers :
 - o Participation aux travaux conduits dans le cadre du Plan Logement d'abord
 - o Accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle de la cotation de la demande (en partenariat avec l'AFIPADE)
- A venir :
- Réunion de travail avec le FSL
- Participation aux travaux d'élaboration du nouveau PDALHPD
- Travaux gestion en flux des réservations sur le territoire du Grand Poitiers

IV - Agenda

- o Jeudi 9 juin : Réunion partenariat CH Henri Laborit (Vienne en présentiel)

- Vendredi 10 juin : Réunion des référents sécurité : présentation du dispositif GITeS de Toulouse (régional en visio)
- Mardi 21 juin : Club RH Qualité de vie au travail (régional)
- Mercredi 22 juin : réunion de lancement des fichiers partagés en 33/40/64 (Bordeaux présentiel et visio)
- Jeudi 23 juin : Réunion convention de partenariat sécurité (Vienne en présentiel)
- Vendredi 24 juin : Réunion enquête de satisfaction (régional en visio)
- Mardi 28 juin : Club Bas Carbone (régional en visio)
- Mercredi 29 juin : Assemblée Générale de l'UR Hlm NA (Bordeaux)
- Lundi 4 juillet : Rencontre régionale « Territoires détendus » en présentiel à Angoulême en partenariat avec l'USH

V- Questions diverses

Rencontre « territoires détendus »

L'USH organise avec l'appui du bureau d'étude Espacité, un cycle d'ateliers interacteurs sur l'intervention des bailleurs sociaux en territoires détendus et cœurs de ville, dispositif prévu dans la feuille de route de la commission issue du Comité Exécutif de l'Union sur le même thème.

L'objectif est d'organiser un cycle d'une dizaine d'ateliers interacteurs associant organismes Hlm, collectivités territoriales et acteurs institutionnels, associatifs et économiques du territoire métropolitain (hors Ile-de-France) pour :

- Faciliter la capitalisation et le benchmark des expériences
- Mettre en lumière les initiatives et synergies partenariales locales
- Eprouver un socle de propositions à visée opérationnelles (relatives au cadre réglementaire, juridique, financier, etc.)

Les ateliers sont organisés sur une demi-journée en région, en partenariat avec les AR mais auront une portée nationale : les AR porteront le sujet choisi mais des acteurs d'autres territoires pourront également intervenir dans ce cadre pour partager leur expérience, etc.

L'URHlm en Nouvelle-Aquitaine s'est ainsi positionnée sur le thème : **La production neuve à l'heure de la sobriété foncière en territoires détendus**. Cet atelier se déroulera **lundi 4 juillet, de 14 h à 17 h 30** (accueil café à partir de 13 h 30), à **la Cité de la BD, à Angoulême**.

Autre question diverse : un bailleur demande si l'enveloppe nationale du prochain programme Action Cœur de Ville est connue. L'UR ne dispos pas de la réponse mais va s'en enquérir auprès des services de l'Etat.

CALENDRIER

Il est proposé de réunir le Comité technique de la Délégation de Poitiers :

- Mardi 20 septembre matin
- Mardi 15 novembre matin

ANNEXE – Etat des lieux des politiques locales dans les EPCI

Dep.	EPCI	CIA	PPGD	Cotation
16	CA du Grand Angoulême	Adoptée	Travaux à venir pour PPGD	Travaux à venir avec PPGD
	CA du Grand Cognac	CIET 2016	Adopté mais depuis changement de périmètre de l'EPCI	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)
17	CdA de La Rochelle	Adoptée	Travaux en cours	Travaux en cours
	CA de Rochefort Océan	Adoptée	Adopté	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)
	CA Royan Atlantique	Travaux en cours	Travaux en cours	Travaux en cours
	CA de Saintes	Adoptée	Adopté	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)
	CC de l'Île d'Oléron	Non concerné	Adopté	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)
79	CA du Niortais	Adoptée	Adopté	Mise en œuvre à venir
	CC du Thouarsais	Travaux arrêtés en 2021	Travaux à venir	Travaux à venir avec PPGD
	CC Parthenay-Gâtine	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)
	CA du Bocage Bressuirais	Validée en CIL mais non encore adoptée	Validée en CIL mais non encore adoptée	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)
86	Grand Poitiers Communauté urbaine	Adoptée	Adopté	Mise en place en mai 2022
	CA du Grand Châtelleraut	Adoptée	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)	Pas de visibilité à ce jour (juin 2022)